



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Électroniques et des Postes
relative à l'analyse des marchés de gros des prestations
de segments inter urbains inter territoriaux pour les
collectivités territoriales de Saint-Martin et de Saint-
Barthélemy

Réponse du Groupe France Telecom

3 mars 2011 – 31 mars 2011

Contact : affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-projdec-sercap-160210.pdf



Relativement au bilan et perspectives

France Télécom confirme être un actionnaire minoritaire du câble ECFS avec [] de part de propriété, le propriétaire majoritaire étant C&W et disposer de capacités limitées sur ce câble.

Il n'existe pas, à la connaissance de France Télécom, de projet identifié de déploiement de nouveau câble sous-marin à destination de Saint-Barthélemy.

France Télécom constate que des tarifs très élevés sont pratiqués par Global Caribbean Network sur la connectivité IP mondiale : []

Délimitation géographique des marchés et pertinence pour la régulation

France Télécom n'a pas de remarque sur la délimitation géographique des marchés, et considère illégitime qu'un marché interterritoire entre les océans indien et atlantique soit déterminé.

France Télécom souscrit à l'analyse effectuée pour le segment interurbain interterritorial entre Saint-Martin d'une part et la métropole, la Guadeloupe et la Martinique d'autre part, et au diagnostic d'une situation concurrentielle sur ce segment, avec la possibilité d'acheter de la capacité sur les trois câbles sous-marins qui desservent Saint-Martin.

France Télécom souscrit également à l'analyse effectuée pour le segment interurbain interterritorial aboutissant à Saint-Barthélemy et à l'influence significative de la société GCN qui est le seul propriétaire de câble sous-marin desservant l'île, et à ce titre seul offreur de capacité sous-marine desservant Saint-Barthélemy, et qui détient donc un monopole de commercialisation des capacités et d'atterrissement sur le câble GCN.

Aucun projet de déploiement n'étant a priori prévu pour la desserte de Saint-Barthélemy par un nouveau câble sous-marin, la situation concurrentielle ne semble en effet pas devoir évoluer à l'horizon de l'analyse effectuée.